La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2010 : déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars

Le mois de décembre 2010 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,1 milliards en décembre 2009.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (8,4 %), sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et d'autres revenus. Les charges de programmes ont régressé de 0,5 milliard (2,5 %). Les frais de la dette publique ont crû de 0,3 milliard.

D'avril à décembre 2010 : déficit budgétaire de 27,4 milliards de dollars

Les neuf premiers mois de l'exercice 2010-2011 se sont soldés par un déficit budgétaire de 27,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 39,4 milliards pour la même période l'an dernier. Une tranche d'environ 12 milliards de ce déficit de 27,4 milliards est imputable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, les mesures liées aux prestations d'assurance-emploi et le financement de l'infrastructure.

Les revenus ont augmenté de 12,0 milliards de dollars (7,7 %), surtout du fait d'une hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) et d'autres revenus. Les charges de programmes ont diminué de 1,0 milliard (0,6 %), en grande partie sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, partiellement compensée par une hausse des transferts aux autres administrations en 2010-2011. D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont progressé de 1,0 milliard de dollars.

Décembre 2010

Un déficit budgétaire de 1,4 milliard de dollars a été déclaré en décembre 2010, comparativement à un déficit de 3,1 milliards, en décembre 2009.

Les revenus ont progressé de 1,6 milliard de dollars (8,4 %) pour s'établir à 20,1 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (8,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (21,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 7 millions de dollars (1,5 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 2,4 %. Les revenus de TPS ont baissé de 0,1 milliard (3,0 %). Cette baisse traduit la tendance en matière de rentrées de la TPS enregistrée l'an dernier, qui ont diminué d'une année sur l'autre au premier semestre avant d'afficher des gains au cours des cinq derniers mois. Les taxes sur l'énergie ont progressé de 22 millions.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada
Canada

Les droits de douane à l'importation ont diminué de 2 millions et les autres droits et taxes d'accise, de 37 millions.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 15 millions de dollars (2,1 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (11,5 %).

Les charges de programmes en décembre 2010 ont totalisé 18,8 milliards de dollars, soit une baisse de 0,5 milliard (2,5 %) par rapport à décembre 2009, ce qui tient essentiellement à une diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,7 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (1,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,4 %). Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard (11,2 %), principalement en raison d'une baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 26 millions (2,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,2 %), essentiellement sous l'effet de la croissance des transferts prévue par la loi.
- Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,4 milliard de dollars (14,6 %).

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont diminué de 0,1 milliard de dollars (2,1 %) par rapport à l'année précédente.

Les frais de la dette publique ont crû de 0,3 milliard.

Avril à décembre 2010

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010-2011, un déficit budgétaire de 27,4 milliards de dollars a été déclaré, comparativement au déficit de 39,4 milliards affiché pour la même période en 2009-2010. Une tranche d'environ 12 milliards de ce déficit de 27,4 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

Les revenus ont progressé de 12,0 milliards de dollars (7,7 %) pour s'établir à 167,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (5,7 %).
- Les revenus associés à l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (14,4 %), par suite de la baisse d'environ 2 % des rentrées, compensée en grande partie par une diminution d'environ 20 % des remboursements d'impôt.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,2 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (9,5 %). Les rentrées de TPS ont rapporté 2,3 milliards

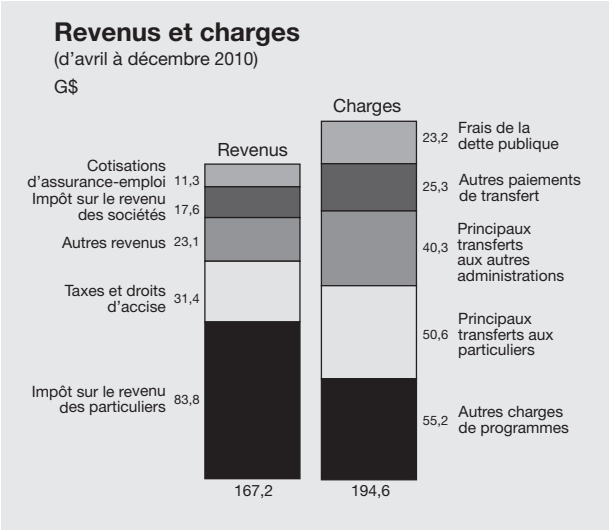
(12,3 %). Les taxes sur l'énergie ont été en hausse de 0,1 milliard de dollars, les droits de douane à l'importation ont reculé de 17 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,4 milliard.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,5 milliard de dollars (4,9 %), ce qui correspond à peu près à la progression de la rémunération assurable. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont progressé de 2,1 milliards de dollars (12,1 %), sous l'effet essentiellement de la hausse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises ainsi que du gain réalisé lors de la vente par le gouvernement d'actions ordinaires de General Motors.

D'avril à décembre 2010, les charges de programmes ont totalisé 171,4 milliards de dollars, en baisse de 1,0 milliard (0,6 %) par rapport à la même période l'année précédente.

Les paiements de transfert pour la période d'avril à décembre 2010 ont reculé de 1,2 milliard de dollars (1,0 %) par rapport à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont reculé de 0,1 milliard de dollars (0,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,7 milliard (2,8 %), ce qui reflète l'augmentation du nombre de personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,2 milliard (7,4 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,3 milliard, en partie sous l'effet de la bonification du supplément de la Prestation nationale pour enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants instaurée en juillet 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.



- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (4,7 %), principalement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, des transferts, ainsi que des paiements ponctuels de protection des transferts aux provinces en août 2010 pour empêcher la baisse du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation entre 2009-2010 et 2010-2011.
- Les autres paiements de transfert ont reculé de 2,9 milliards de dollars (10,2 %), en raison surtout de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, recul qui a été en partie compensé par l'incidence de la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la participation de la province (un tiers) dans la valeur des actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement en 2009-2010.

Les autres charges de programmes ont crû de 0,3 milliard de dollars (0,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (4,4 %) sous l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Besoins financiers de 44,9 milliards de dollars d'avril à décembre 2010

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges du gouvernement étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagés, peu importe le moment où surviennent les sorties ou les rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 27,4 milliards de dollars et des besoins de 17,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre de l'exercice 2010-2011 s'est soldée par des besoins financiers de 44,9 milliards, comparativement à 61,0 milliards pour la même période en 2009-2010. La baisse des besoins en 2010-2011 découle de l'amélioration du solde budgétaire, d'une réduction des besoins de financement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement du Canada dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), en raison de la fin, en mars 2010, des achats de blocs de prêts hypothécaires assurés, ainsi que de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010.

Activités nettes de financement en hausse de 26,6 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 44,9 milliards de dollars en augmentant la dette contractée sur les marchés de 26,6 milliards et en réduisant ses soldes de trésorerie de 18,3 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois. Les soldes de trésorerie à la fin de décembre 2010 s'élevaient à 7,3 milliards de dollars, soit 10,6 milliards de moins qu'à la fin de décembre 2009.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	18 539	20 096	155 172	167 196
Charges				
Charges de programmes	-19 247	-18 763	-172 320	-171 368
Frais de la dette publique	-2 348	-2 685	-22 211	-23 195
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 056	-1 352	-39 359	-27 367
Opérations non budgétaires	591	-2 466	-21 595	-17 496
Ressources ou besoins financiers	-2 465	-3 818	-60 954	-44 863
Variation nette dans les activités de financement	-4 686	-4 249	33 824	26 562
Variation nette dans l'encaisse	-7 151	-8 067	-27 130	-18 301
Encaisse à la fin de la période			17 903	7 322

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 685	10 501	8,4	79 273	83 819	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 676	3 245	21,3	15 398	17 608	14,4
Impôt sur le revenu des non-résidents	467	474	1,5	3 506	3 395	-3,2
Total des impôts sur le revenu	12 828	14 220	10,9	98 177	104 822	6,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 902	1 845	-3,0	18 301	20 556	12,3
Taxes sur l'énergie	438	460	5,0	3 912	4 004	2,4
Droits de douane à l'importation	247	245	-0,8	2 597	2 580	-0,7
Autres taxes et droits d'accise	470	433	-7,9	3 827	4 221	10,3
Total des taxes et droits d'accise	3 057	2 983	-2,4	28 637	31 361	9,5
Total des revenus fiscaux	15 885	17 203	8,3	126 814	136 183	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	711	726	2,1	10 797	11 323	4,9
Autres revenus	1 943	2 167	11,5	17 561	19 690	12,1
Total des revenus	18 539	20 096	8,4	155 172	167 196	7,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	2 895	2 992	3,4	25 872	26 595	2,8
Prestations d'assurance-emploi	1 796	1 594	-11,2	15 583	14 430	-7,4
Prestations pour enfants	1 043	1 069	2,5	9 284	9 567	3,0
Total	5 734	5 655	-1,4	50 739	50 592	-0,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 084	2 181	4,7	18 592	19 522	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	923	931	0,9	8 145	8 384	2,9
Total	3 007	3 112	3,5	26 737	27 906	4,4
Transferts fiscaux	1 271	1 319	3,8	12 223	12 933	5,8
Villes et collectivités du Canada	13	17	30,8	1 675	1 619	-3,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-301	-292	-3,0	-2 178	-2 197	0,9
Total	3 990	4 156	4,2	38 457	40 261	4,7
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	156	304	94,9	1 280	1 472	15,0
Affaires étrangères et Commerce international	429	338	-21,2	2 141	2 261	5,6
Santé	154	152	-1,3	1 862	1 877	0,8
Ressources humaines et Développement des compétences	325	373	14,8	2 257	2 625	16,3
Affaires indiennes et du Nord canadien	477	172	-63,9	3 930	4 060	3,3
Industrie	448	281	-37,3	1 950	2 196	12,6
Autres	970	907	-6,5	14 765	10 823	-26,7
Total	2 959	2 527	-14,6	28 185	25 314	-10,2
Total des paiements de transfert	12 683	12 338	-2,7	117 381	116 167	-1,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	1 035	1 052	1,6	7 580	7 903	4,3
Défense	1 680	1 548	-7,9	14 422	13 988	-3,0
Tous les autres ministères et organismes	3 849	3 825	-0,6	32 937	33 310	1,1
Total des autres charges de programmes	6 564	6 425	-2,1	54 939	55 201	0,5
Total des charges de programmes	19 247	18 763	-2,5	172 320	171 368	-0,6
Frais de la dette publique	2 348	2 685	14,4	22 211	23 195	4,4
Total des charges	21 595	21 448	-0,7	194 531	194 563	0,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre			Avril à Décembre	
	2009	2010		2009-2010	2010-2011
			(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 056	-1 352		-39 359	-27 367
Opérations non budgétaires					
Activités d'investissement en immobilisations	-522	-924		-2 708	-3 548
Autres activités d'investissement	-421	-342		-19 945	-2 283
Régimes de retraite et autres passifs	526	486		5 331	4 265
Autres activités					
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-537	-2 360		-12 548	-20 184
Opérations de change	1 313	290		5 801	886
Amortissement des immobilisations corporelles	232	384		2 474	3 368
Total des autres activités	1 008	-1 686		-4 273	-15 930
Total des opérations non budgétaires	591	-2 466		-21 595	-17 496
Ressources ou besoins financiers	-2 465	-3 818		-60 954	-44 863

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre			Avril à décembre	
	2009	2010		2009-2010	2010-2011
			(M$)		
Ressources ou besoins financiers	-2 465	-3 818		-60 954	-44 863
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	3 371	-1,637		53 681	32 235
Bons du Trésor	-6 900	-2 100		-9 500	-3 200
Titres au détail	-72	34		-484	-1 530
Autres	0	-13		-69	-425
Total	-3 601	-3 716		43 628	27 080
Emprunts en devises	-177	87		-3 917	-402
Total	-3 778	-3 629		39 711	26 678
Réévaluation de swaps de devises	-1 077	-746		-5 594	-845
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	176	138		-205	830
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-7	-12		-88	-101
Variation nette dans les activités de financement	-4 686	-4 249		33 824	26 562
Variation dans l'encaisse	-7 151	-8 067		-27 130	-18 301

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2010	31 décembre 2010	Variation
		(M$)	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	120 525	101 569	-18 956
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	367 962	400 197	32 235
Bons du Trésor	175 849	172 649	-3 200
Titres au détail	11 855	10 325	-1 530
Autres	452	27	-425
Total partiel	556 118	583 198	27 080
Payable en devises	8 243	7 841	-402
Compte de réévaluation de swaps de devises	-4 233	-5 078	-845
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-5 092	-4 262	830
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 090	3 989	-101
Total de la dette non échue	559 126	585 688	26 562
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	142 843	145 251	2 408
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	54 227	56 307	2 080
Autres passifs	6 587	6 364	-223
Total des régimes de retraite et autres passifs	203 657	207 922	4 265
Total de la dette portant intérêt	762 783	793 610	30 827
Total du passif	883 308	895 179	11 871
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	101 205	84 132	-17 073
Comptes d'opérations de change	46 950	46 064	-886
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	152 681	158 387	5 706
Total des actifs financiers	300 836	288 583	-12 253
Dette nette	582 472	606 596	24 124
Actifs non financiers	63 375	63 555	180
Dette fédérale (déficit accumulé)	519 097	543 041	23 944

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Inclut 3 423 millions de dollars de revenus déclarés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État et consignés dans d'autres résultats étendus de 2010-2011.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Février 2011